



Paris, le 6 octobre 2021

Les Français au temps du Covid-19 : économie et société face au risque sanitaire

Au-delà de ses enjeux sanitaires et économiques, la crise liée à la pandémie de Covid-19 a mis à l'épreuve la coopération entre citoyens, gouvernements et scientifiques. Dans cette nouvelle *Note du CAE*, **Yann Algan** et **Daniel Cohen** proposent un retour d'expérience sur les principaux traits de la crise du Covid-19 avec une attention particulière sur le rôle de la confiance des citoyens envers autrui, envers les instances gouvernementales et envers les scientifiques. Leurs constats aboutissent à une série de recommandations afin de préparer la France aux prochaines crises du XXI^e siècle. La création d'une grande agence de santé publique, indépendante et légitime, est nécessaire pour bénéficier d'expertises sur l'ensemble des dimensions (sanitaires, économiques, psychologiques...) des crises de santé publique et enrichir les études d'évaluation de politiques publiques réalisées en temps réel pour éclairer la décision publique. Il convient aussi de développer une culture de l'évaluation et du dialogue avec les sciences au sein des instances dirigeantes, et plus généralement de renforcer la culture et l'éducation scientifique des citoyens.

L'économie au temps du Covid-19

L'étude des interactions entre l'économie et le domaine sanitaire montre une corrélation très forte au premier semestre entre le nombre de morts et la récession économique, ce qui n'est plus vérifié au second semestre 2020 (ni au premier trimestre 2021). Plus généralement, les résultats sur le plan sanitaire et économique de la France s'expliquent par un choc initial assez fort (mais comparable à l'Italie, à l'Espagne ou au Royaume-Uni) et des niveaux de confiance à la fois envers les autres et envers le gouvernement en entrée de crise plus faibles que dans d'autres pays.

La confiance fragilisée envers les scientifiques

Au cours de l'année 2020, la confiance dans les scientifiques a considérablement diminué en France. Or cette confiance est un déterminant central de l'acceptabilité des politiques sanitaires de lutte contre l'épidémie, de la demande de vaccination et des comportements individuels de distanciation sociale.

Constat 1. Les dynamiques de la crise sanitaire et économique sont très différentes aux premier et second semestres 2020.

Constat 2. La confiance est un déterminant très important des réactions face à la crise. La confiance dans les scientifiques, particulièrement érodée en France, est centrale dans la gestion de crise et la demande de vaccination.

Quelques leçons tirées de cette crise pour gérer la prochaine

Il est nécessaire que les différents acteurs de la crise (Santé publique France, Institut Pasteur, ARS, hôpitaux) établissent eux-mêmes des retours d'expériences. Pour renforcer la confiance et la coopération dans l'action publique, il s'agit d'identifier le bon échelon de centralisation/décentralisation, et de renforcer la transparence, la lisibilité, la bienveillance et l'équité des décisions et de leurs processus. À cet égard, la perception de la gestion économique de la crise a été perçue plus positivement que celle de la gestion sanitaire par les Français.

Sur le plan institutionnel, le conseil scientifique créé en mars 2020 a été dominé par des médecins, ce qui a rendu difficile l'évaluation des autres dimensions de la crise. Il est souhaitable de renforcer l'institutionnalisation de la santé publique en France afin d'être mieux armés à l'avenir en termes de veille sanitaire et de gestion de crises relatives à la santé publique nécessitant une approche globale.

Recommandation 1. Renforcer Santé publique France avec des moyens accrus et un mandat clair centré sur l'expertise scientifique, la veille sanitaire et la gestion de crises relatives à la santé publique (coordination, données, etc.).

Les décisions prises par les autorités compétentes doivent faire l'objet d'un suivi en temps réel de leur efficacité et de leurs effets adverses. Des retours rapides et robustes sur les décisions prises semblent avoir manqué en France, notamment à cause de problèmes d'accès aux données.

Recommandation 2. Procéder à des évaluations de politiques publiques avec des données en temps réel. Établir une véritable politique publique des données de santé en levant les freins et désincitations à leur partage.

La confiance dans les scientifiques doit être protégée par différents moyens. En plus d'une garantie de leur indépendance, il faut développer une culture de l'évaluation et du dialogue avec les sciences au sein des instances dirigeantes. L'éducation scientifique doit également être renforcée dans le milieu scolaire, ce qui passe par l'amélioration de la formation pédagogique des enseignants en France.

Recommandation 3. Améliorer l'enseignement des sciences en renforçant la formation pédagogique des enseignants. Plus généralement, déployer des méthodes pédagogiques développant les compétences socio-comportementales des élèves (travail coopératif, autonomie, etc.).

Recommandation 4. Renforcer la culture scientifique et de l'évaluation des personnes composant les instances décisionnaires.

Retrouvez les *Notes du CAE* sur www.cae-eco.fr

À propos du Conseil d'analyse économique

Placé auprès du Premier ministre, le Conseil d'analyse économique a pour mission d'« éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique ». Il est composé d'économistes universitaires et de chercheurs reconnus et réalise en toute indépendance ses travaux qu'il rend publics. Les opinions exprimées dans les Notes du CAE sont celles de leurs auteurs et n'engagent ni le Conseil, ni le Président délégué, ni bien entendu le Premier ministre.

Contact Presse

Christine CARL

01 42 75 77 47

Suivez [@CAEinfo](https://twitter.com/CAEinfo) sur Twitter



christine.carl@pm.gouv.fr

Courriel itinérant : christine.carl@cae-eco.fr